

Les systèmes de crédit mutuel, remède anti-crise ou dispositif monétaire anticapitaliste ? De la Banque du Peuple de Proudhon à la Banque WIR : échanger sans accumuler ?

Simon Papaud

▶ **To cite this version:**

Simon Papaud. Les systèmes de crédit mutuel, remède anti-crise ou dispositif monétaire anticapitaliste ? De la Banque du Peuple de Proudhon à la Banque WIR : échanger sans accumuler ? : LEFMI Working Paper Series #2. 2022. hal-04084716

HAL Id: hal-04084716
https://u-picardie.hal.science/hal-04084716

Preprint submitted on 28 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

WORKING PAPER SERIES

Numéro 02/2022



Les systèmes de crédit mutuel, remède anti-crise ou dispositif monétaire anticapitaliste ?

De la Banque du Peuple de Proudhon à la Banque WIR: échanger sans accumuler?

Simon Papaud

LEFMI/UPJV – Triangle/Univ. Lumière Lyon 2

simon.papaud@etud.u-picardie.fr

Résumé :

Créée en 1934, la Banque WIR tentait d'apporter une réponse monétaire aux désordres économiques de son époque: son fondateur, Werner Zimmermann, comme son inspirateur Silvio Gesell, regardaient la transformation de l'institution monétaire tant comme un recours face à la crise, que comme le champ de lutte politique décisif face au capitalisme. Ils suivent en celà P.-J. Proudhon, dont la Banque du Peuple poursuivait les mêmes objectifs. Ces deux projets reposent sur la condamnation du dévoiement de la monnaie pour l'accumulation privée : Proudhon, Gesell et Zimmermann dessinent ainsi l'image d'une monnaie remise au service des échanges et de la société.

Mutual credit systems : anti-crisis remedy or anticapitalist monetary device ?
From Proudhon's *People's Bank* to the WIR Bank – trading without hoarding ?

Abstract :

Created in 1934, the WIR Bank sought to bring a monetary answer to the economic disorders of its time : its founder, Werner Zimmermann, like his inspirer Silvio Gesell, saw the transformation of the monetary institution both as a remedy to te crisis and a crucial political battleground to fight capitalism. In that, they follow P.-J. Proudhon, whose People's Bank pursued the same goals. Both projects rest on the condemnation of the misusage of money for private accumulation : Proudhon, Gesell and Zimmermann thus outline the image of a monetary system returned to serving the exchanges and social relations.

Mots-clés : Monnaie, Banque, Proudhon, Gesell, Keynes
Keywords : Money, Bank, Proudhon, Gesell, Keynes

JEL : B140 ; B240

De la création du cercle économique WIR (et de ses nombreux cousins européens, dont aucun autre n'a survécu à la Seconde guerre mondiale) suite à la crise économique de 1929, à celle du Sardex et de ses cousins italiens après la crise de 2008, l'apparition ou la résurgence périodique des systèmes de crédit mutuel interentreprises semble intimement liée à la conjoncture économique mondiale. Rien de surprenant à cela : L'assèchement des liquidités qui accompagne les crises financières et économiques de grande ampleur[1] rend la recherche de modes de financement alternatifs vitale pour les entreprises. Il est donc largement compréhensible que la littérature existante à propos de ces systèmes monétaires les traite avant tout comme des dispositifs anti-crises, ou encore comme le moyen pour des entreprises de garantir leurs débouchés y compris lorsque les liquidités se font plus rares. Il convient cependant de garder à l'idée que les premiers concepteurs de ces systèmes d'échange n'avaient pas pour simple intention de faciliter la vie des entreprises ou de les aider à surmonter la dépression – mais rien moins que d'en finir avec le capitalisme par le biais de la réforme monétaire. Ce point, qui est certes souligné par certains auteurs, et en particulier par Lucarelli et Gobi, 2016, dans leur étude du Sardex, nous semble trop peu pris en compte par la littérature académique existante. L'objet de cet article est de contribuer à combler ce manque, à travers l'analyse de deux projets emblématiques de systèmes de crédit mutuel : la Banque du Peuple de Pierre-Joseph Proudhon, et la banque coopérative suisse WIR.

On parlera ici des systèmes de crédit mutuel au sens où la circulation monétaire y est conjointement garantie par l'ensemble des producteurs participant au système. Le crédit peut ainsi y être gratuit – ou presque – car les dettes n'y sont pas contractées vis-à-vis d'institutions bancaires opérant à titre lucratif, mais auprès d'une institution émanant de l'association des producteurs eux-mêmes : dans un tel système, la monnaie est considérée comme le bien commun des producteurs, et non comme une marchandise pouvant faire l'objet d'un commerce. Le bon fonctionnement de l'institution monétaire, infrastructure essentielle de la circulation des produits, et donc de la prospérité collective, est ainsi conçu comme relevant de la responsabilité conjointe des producteurs, qui s'associent à cette fin et se garantissent mutuellement et gratuitement le crédit : on passe alors, dans les termes de Proudhon, du régime de « crédit unilatéral » des métaux précieux[2] [Proudhon, 1848a, p. 107] au crédit « réciproque » ou « bilatéral » [*loc. cit.*] – c'est à dire, au crédit mutuel. Ce terme recouvre donc une variété de systèmes d'échange qui dépasse les seuls systèmes dits de « crédit mutuel inter-entreprises », qui fonctionnent selon un principe de compensation mutuelle des dettes et des créances par grâce à l'institution d'une unité de compte interne [voir Blanc, 2018, p. 36-39]. En tant que tel, le principe de compensation mis en œuvre par les systèmes de crédit mutuel inter-entreprises n'assure qu'une partie des fonctions dévolues au système monétaire dans une économie capitaliste. En reprenant la distinction introduite par Schumpeter [1970 ; cf. Lakomski-Laguerre, 2002, p. 165-212], on peut dire que les systèmes de compensation permettent la circulation marchande, mais sont incapables de dynamique dans la mesure où ils ne disposent pas d'une monnaie de crédit permettant d'anticiper sur une création de valeur

1 En particulier pour les entreprises de petite taille, qui n'ont pas accès aux marchés financiers et pâtissent d'une plus grande prudence des institutions bancaires.

2 Unilatéral car le détenteur de numéraire sera toujours prêteur, et celui qui en est dépourvu sera toujours emprunteur. L'argument reste valable, d'un point de vue proudhonien, tant que la monnaie a statut de marchandise privativement appropriable.

future – c'est à dire d'une monnaie permettant l'investissement productif. Les systèmes de crédit mutuel qui ont l'ambition de substituer au système monétaire capitaliste, comme c'est le cas de la Banque du Peuple ou du WIR, cherchent ainsi à combiner cette dimension productive avec le modèle de la compensation.

C'est que, comme on l'a dit, ces systèmes d'échange sont considérés par les proudhoniens comme capables de contribuer à mettre fin au système économique capitaliste et aux crises qui l'accompagnent. Mais alors, qu'est-ce exactement que ces socialistes monétaires appellent « capitalisme » – et quels liens font-ils entre l'existence et la persistance du système capitaliste et les caractéristiques du système monétaire qui l'accompagne ? C'est en effet la thèse de l'existence d'un tel lien que défend Proudhon, et que défendent également à sa suite un certain nombres d'auteurs, parmi lesquels le réformateur social allemand Silvio Gesell (1862-1930), lointain inspirateur du cercle économique WIR et héritier à bien des égards des idées de Proudhon ; C'est également ce point de vue qui justifie l'idée que la réforme monétaire, et en particulier l'introduction de systèmes de crédit mutuel, permettra d'assainir l'économie en la libérant des logiques d'accumulation. Il s'agira ici, à travers un retour sur l'histoire de la Banque du Peuple et du cercle économique WIR et des idées qui ont accompagné leur conception (I), de dégager les traits saillants de la pensée proudhonienne du capitalisme, et de ce qu'elle considère être les conditions monétaires de son dépassement (II).

I. Banque du Peuple et cercle économique WIR : une idée, deux projets ?

La Banque du peuple de Proudhon et le cercle économique WIR créé par les militants suisses Werner Zimmermann et Paul Enz sont tous deux des enfants de la crise : celui de la révolution de 1848 et de la crise économique et sociale qui l'accompagnait pour la première ; celui de la Grande dépression de 1929 pour le second. Inspirés des mêmes idées, ces deux dispositifs se donnent pour objectif final non seulement d'aider les entreprises qu'ils fédèrent à surmonter la crise économique, mais bel et bien d'en finir, à terme, avec les causes mêmes des crises économiques. Alors que la Banque du peuple de Proudhon, dont les opérations n'ont jamais pu débuter, est parfois considérée avec un peu de sarcasme par la littérature, et que le cercle économique WIR est souvent réduit à un dispositif d'entraide entre petites et moyennes entreprises [Lautner, 1964 ; Schroeder 2019], on entend ici montrer que ces deux projets sont à l'origine porteurs du même projet radical. Peut-être le succès du WIR pourra-t-il ainsi redonner, rétroactivement, un peu de crédit au projet de Proudhon, et l'idée de la Banque du peuple repolitiser l'entreprise d'une Banque WIR dont le discours a, faut-il le préciser, sensiblement évolué depuis son origine ?

I.a. La Banque du peuple : du capitalisme à la mutualité.

I.a.1. La Banque du Peuple : Janvier 1849-Avril 1849.

L'histoire de la Banque du Peuple est plus connue que celle de son homologue suisse. Au milieu du 19e siècle, une grande partie de la population française n'a pas accès au crédit [Chaïbi, 2016] : Le taux de l'intérêt est élevé – selon les lieux et les situations, le coût de l'emprunt peut atteindre 25 % de la somme prêtée [Chaïbi, 2010, p. 30]. Les grandes institutions bancaires, laborieusement mises sur pied par la monarchie de Juillet pour favoriser l'essor de l'industrie, s'effondrent en 1847, suite à l'explosion d'une bulle de crédit nourrie par la spéculation autour des compagnies privées de chemin de fer [Gille, 1970 ; Stoskopf, 2007]. L'escompte des effets du commerce devenu impossible, l'activité économique est paralysée, et les faillites d'entreprises se multiplient [Aucuy, 1908, p. 124]. C'est dans ce contexte de pénurie monétaire et de blocage de la circulation économique que Proudhon élabore son projet de banque d'échange. Son plan paraîtra en feuilleton dans son journal *Le Représentant du peuple*, au fil du mois d'avril 1848 : le titre de la troisième livraison, *Organisation du crédit et de la circulation et solution du problème social* [Proudhon, 1848a], est une réponse directe à *L'Organisation du travail* prônée par Louis Blanc dans la brochure de 1839 qui a fait sa notoriété.

Proposé à la députation dans plusieurs villes, et élu au parlement aux élections complémentaires de juin 1848, Proudhon tentera de faire adopter son plan par l'Assemblée nationale, et d'obtenir – sans succès – la nationalisation de la Banque de France et sa transformation en Banque d'échange [Chaïbi, 2010, p. 75] : la majorité libérale et conservatrice issue des élections ne laisse aucun espoir au mouvement socialiste d'une transformation impulsée par les voies légales. Instruit par son échec à l'Assemblée, Proudhon entreprend alors de créer une Banque selon le principe de la mutualité : l'État s'y refusant, c'était aux travailleurs eux-mêmes d'œuvrer pour leur propre émancipation. Il reçoit pour cela le soutien des délégués de la Commission du Luxembourg[3], qui rédigent un rapport élogieux sur le projet [Proudhon, 1849, p. 261-275], et proposent d'y adjoindre un syndicat de production et un syndicat de consommation : comme le souligne à juste titre Chaïbi [2010, p. 17 ; p. 52], le projet de Banque du Peuple n'est pas celui de Proudhon seul, et la création de la Banque n'est pas le résultat de son seul travail – mais bien le fruit d'une alliance entre Proudhon et le mouvement socialiste issu de la révolution de février.

Les statuts de la Banque du Peuple sont déposés devant notaire le 31 janvier 1849. Le succès populaire est rapide : en deux jours, la Banque enregistre plus de 800 souscriptions ; en

3 Le gouvernement provisoire de la seconde République, refusant à Louis Blanc la création d'un ministère du Travail, consent au mouvement ouvrier la création d'une commission chargée de réfléchir à l'organisation du travail et de recevoir les délégations ouvrières. Présidée par Louis Blanc, elle est dissoute suite à des émeutes au mois de mai 1848. Ses délégués continuent pourtant de jouir d'une certaine influence dans le mouvement socialiste.

trois mois, près de 20 000, à Paris, Lyon, Marseille, Besançon, Reims et Lille [Vallat, 2009 ; Chaïbi, 2010, p. 130-131], pour un total de plus de 36 000 francs d'actions vendues, et de 18 000 francs effectivement collectés [*Ibid.*]. Mais le 28 mars 1849, Proudhon est condamné à une peine de prison pour injure par voie de presse envers le président de la République nouvellement élu, Louis-Napoléon Bonaparte. Proudhon, s'estimant incapable d'assurer la conduite de l'entreprise, et par peur que d'autres (saint-simoniens ou fouriéristes) n'en reprennent la direction et ne dénaturent son projet[4], annonce la dissolution de la Banque du peuple le 12 avril 1849, avant même que les opérations n'aient pu débuter. Il fuit en Belgique, puis revient à Paris incognito, où il est arrêté et écroué en juin 1849.

I.a.2. Projet politique et dispositif pratique : petit manuel de la Banque du Peuple

A travers ces deux projets inaboutis de réforme bancaire et monétaire, Proudhon entendait bien sûr remédier la crise du crédit et mettre fin au chômage, mais aussi en finir tout bonnement avec le capitalisme. « J'ai condensé dans ma brochure, *l'Organisation du crédit*, toutes mes idées sur la solution du problème social. Toute la Révolution est là pour qui sait comprendre », confie-t-il ainsi à son secrétaire, Alfred Darimon [Haubtmann, 1982, p. 844]. La Révolution, c'est-à-dire le renversement des rapports entre capital et travail [*Ibid.*, p. 987] : si aujourd'hui le travail est à la discrétion du capital, demain c'est « à l'instrument de se mettre à la disposition de l'ouvrier. Comment cela ? *Grâce au crédit mutuel et gratuit, grâce à la Banque du Peuple ! »* [*Ibid.*, p. 991]. L'organisation démocratique du crédit est ainsi une étape incontournable afin de mettre fin à l'exploitation capitaliste. En effet : « Dans l'ordre économique, tout produit vient du travail, et réciproquement, tout capital est improductif », comme l'affirme l'article 9 de l'acte de société de la Banque du Peuple [Proudhon, 1849, p. 248]. Pour Proudhon, seuls les revenus issus du travail sont légitimes : le travail seul étant productif, tout revenu issu de la propriété – et en particulier, de la propriété du capital, est le fruit de la spoliation des travailleurs. En finir avec la « royauté de l'or » [Proudhon, 1848a, p. 92] implique donc de mettre fin à la capacité du capital à capter la richesse. En faisant « de chaque citoyen un banquier, le banquier de tous ses concitoyens, et réciproquement » [Haubtmann, 1982, p. 845], la Banque du Peuple devait permettre aux ouvriers de s'affranchir

4 C'est en tout cas ce qu'affirme Proudhon dans un article publié dans le journal *Le Peuple* le 15 avril 1849 afin de justifier sa décision de liquider la banque : « Mais, voyez le malheur ! A peine j'ai déclaré que je renonçais à m'occuper de la Banque du Peuple, qu'un certain nombre de mes ex-collaborateurs annoncent leur intention de continuer mon œuvre ; et cela, disent-ils, DANS DES TERMES NOUVEAUX, à l'aide d'une GÉRANCE DÉMOCRATISÉE ; c'est à dire que les idées de Saint-Simon, de Fourier, de tous les utopistes, seraient venues, sous le titre de *gérance démocratisée* et sous la responsabilité du citoyen Proudhon, se donner rendez-vous dans la Banque du Peuple !… […] Vivant au milieu d'eux, je ne craignais pas leurs erreurs, qui souvent m'étaient utiles. Mais, lorsque je me retire, on me permettra de ne pas leur donner mon blanc-seing » [Proudhon, 1849, p. 292]. Certains auteurs (par exemple Gueslin 2002) considèrent que c'est au contraire l'absence de viabilité du projet qui aurait poussé Proudhon à y mettre fin – reprenant la thèse des opposants à Proudhon, qui ne tardèrent pas à le dépeindre comme un escroc [Chaïbi 2010, p. 153-154]. Le succès rapide décrit par Chaïbi ne plaide cependant pas, a priori, en faveur de cette thèse.

de la puissance tutélaire de l'or, et de leur dépendance aux institutions bancaires et financières qui tiraient leur pouvoir de leur monopole sur cette ressource.

Le projet de réforme monétaire de Proudhon repose sur trois idées fondamentales.

Tout d'abord, sa Banque devait fonctionner sans numéraire. Par numéraire, on entend ici le gage supposé garantir la valeur de la monnaie émise par la banque : dans le système des étalons métalliques, auquel Proudhon cherche à mettre un terme, le numéraire est représenté par la monnaie métallique frappée. Son existence implique un rapport de valeur fixe, défini par la loi, entre l'unité de compte légale (le Franc) et les marchandises que sont les métaux or et argent. Proudhon cherche à mettre fin à ce rapport d'équivalence et pose ainsi en fait que la monnaie ne tire pas sa valeur des marchandises qu'elle représenterait : elle n'est pas une marchandise utilisée pour exposer la valeur des autres marchandises, comme le voudraient les théoriciens de la valeur, mais une institution sociale fondant la commensurabilité des marchandises. Ce n'est donc pas une seule marchandise qui doit servir de contrepartie à la masse monétaire, mais l'ensemble des produits amenés au marché par les producteurs : seule la définition d'une unité de compte et de règles d'usage sont nécessaires au bon fonctionnement de l'institution monétaire. Au « gage individualiste » métallique [Proudhon, 1848b, p. 223], on substitue ainsi la garantie collective des adhérents de la banque, qui s'engagent à accepter ce moyen de paiement en contrepartie de leur production. Les billets de crédit émis par la banque sont nommés *bons de circulation.* Proudhon reconnaît d'ailleurs, en réponse au courrier d'un lecteur, qu'il conçoit que ce système pourrait tout à fait fonctionner sans monnaie papier, à l'aide de simples virements de compte ; « Mais réflexion faite, il nous semble que ce serait trop d'écritures, et qu'il est infiniment plus simple, dans l'immense majorité des cas, d'employer le billet d'échange, qui offre, comme la monnaie, l'avantage d'être un compte tout viré » [Proudhon, 1848b, p. 224][5]. Du fait de la suppression du numéraire, affirme Proudhon, « l'industrie banquière est de fait comme de droit supprimée ; le règne de la finance est à sa fin » [Proudhon, 1848a, p. 113], car son pouvoir repose sur le contrôle de cette ressource indispensable à la circulation économique. Mais avant tout, cette suppression permettra surtout de « [creuser] au commerce un débouché sans fond. Car, chose remarquable et point du tout remarquée, l'or, qu'on se figure comme la clé du commerce, n'en est que le verrou » [Proudhon, 1848a, p. 114]. La rareté des métaux, qui servent de base monétaire, limite l'émission monétaire, et fait ainsi peser une pression déflationniste sur l'économie : le numéraire est inutile, mais il est au surplus nuisible ! La démonétisation de l'or et l'adoption d'une monnaie papier permettront de lever cette contrainte artificielle qui pèse sur l'activité économique et la condamne à subir des crises périodiques.

Ensuite, la mutualité du crédit permet de décréter sa gratuité. Encore faut-il détailler ce que Proudhon entend par là : il est en effet prévu que la Banque du Peuple opère l'escompte et donne crédit « moyennant un *intérêt* toujours moindre ». Toujours moindre, mais pas nul : « Provisoirement cet intérêt, commission comprise, est fixé à 2 % l'an. Il sera réduit peu à peu,

5 Proudhon envisage ainsi explicitement des systèmes d'échange semblables au comptabilisme social d'Ernest Solvay [1900], d'ailleurs élaboré avec le concours du proudhonien Hector Denis, ou aux systèmes de crédit mutuel comme le Sardex ou d'ailleurs le Bancor keynésien, qui fonctionnent exclusivement à l'aide de monnaie de compte.

au fur et à mesure des progrès de la Société. Dans aucun cas, la commission d'escompte ne pourra descendre au-dessous de 1/4 % », stipule l'article 35 de l'Acte de Société de la Banque [Proudhon, 1849, p. 251] – une somme qui correspond aux frais d'administration de la Banque. Il est intéressant de souligner qu'un an plus tôt, dans le projet de Banque d'échange qu'il expose dans la brochure *Organisation du crédit*, Proudhon avait envisagé non pas une suppression pure et simple, mais une socialisation de l'intérêt : les revenus de la création monétaire auraient remplacé tous les autres impôts et seraient devenus l'unique ressource de l'État. [*Ibid.*, p. 116-117] – une proposition que formulera d'ailleurs également, un siècle et demi plus tard, un économiste aussi éminent que Maurice Allais[6]. L'enjeu, pour Proudhon, n'est donc pas tant la suppression de l'intérêt lui-même que sa restitution à la collectivité, au lieu que ces revenus ne passent « dans les mains d'une caste de capitalistes parasites, vivant sans travail du sang et de la graisse du pays » [Proudhon, 1848a, p. 114]. D'après les statuts de la Banque, l'émission des *bons de circulation* aurait lieu :

> *« 1° Contre espèces ; /2° Contre effets de commerce à deux signatures ; /3° Contre consignation de marchandises ; /4° Contre obligation collective des corporations et associations ouvrières ; /5° Contre cautions ; /6° Contre annuités et hypothèques ; /7° Contre garanties personnelles. »* [Proudhon, 1849, p. 249][7].

L'escompte et le crédit ouverts par la banque devaient ainsi couvrir l'ensemble de la circulation économique.

Enfin, l'un des aspects les moins souvent évoqués du projet de Banque du Peuple est certainement l'ampleur de la transformation économique à laquelle il aspire. Proudhon prévoit pour sa Banque une « extension indéfinie » ; il envisage que « la masse entière des producteurs et des consommateurs [fasse adhésion à ses] statuts » [Proudhon, 1849, p. 246] – une ambition qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle d'un autre projet bancaire, dont Proudhon ne renie pas la parternité : la Banque générale de John Law[8]. Sa banque instituée, et conçue de sorte à procurer aux producteurs un avantage certain, elle devrait nécessairement croître, jusqu'à englober la totalité de l'économie française : les bons de circulation auront alors remplacé les Francs, et la mutualité aura remplacé le capitalisme. « Alors nous aurions le temps de songer aux fermes modèles, aux essais de communauté et de phalanstère, à l'association ouvrière, à l'organisation du travail, à notre constitution politique », conclut Proudhon [1848a, p. 120] : la réforme de la circulation doit précéder celle des structures de la production – elle est même, pense-t-il, la condition de la transformation d'ensemble de l'économie. La fondation de la Banque du Peuple est la première pierre de cette transformation : elle permet le passage du régime capitaliste à celui de la mutualité.

6 Allais 1990, p. 39. Allais adjoint à cette socialisation des revenus provenant de l'augmentation de la masse monétaire une taxe de 2 % sur tous les capitaux physiques et une taxe générale sur les biens de consommation : il est vrai que le buget de l'État français en 1990 sans commune mesure celui de 1848...

7 On note que la Banque du Peuple était supposée accepter, à sa création, la consignation d'espèces, alors même qu'elle aspirait à faire disparaître cette même monnaie métallique.

8 Pour plus de détails, voir Orain, 2018. Proudhon prétend, dans *Organisation du crédit*, réaliser « cette idée qu'ont poursuivie avec tant d'opiniâtreté Law, Ricardo et tous les économistes qui ont cherché à résoudre le problème de la circulation et du crédit » [Proudhon, 1848a, p. 112].

I.b. Le cercle économique WIR : entraide ou émancipation ?

La littérature scientifique existante sur la banque WIR se préoccupe peu des racines idéologiques du système, souvent évoquées de manière incidente. La plupart des contributions [Studer 1998 ; Stodder 2009 ; Stodder et Lietaer 2012...] analysent l'institution principalement du point de vue de la stabilité macroéconomique et de ses performances en tant qu'institution bancaire. Celles qui s'attardent sur la genèse de la banque y voient principalement un outil d'entraide et de solidarité économique entre entreprises : Lautner [1964, p. 27] considère ainsi que l'objectif des fondateurs du cercle économique WIR consistait « dans le soutien mutuel et solidaire des petites et moyennes entreprises industrielles et artisanales », qui y voyaient « la solution de leur grave problème économique »[9]. Schroeder [2019] semble se ranger aussi à cette analyse. Seuls Dubois [2014][10] et Vallet [2015] insistent sur la volonté de transformation sociale profonde qui présida à la création du cercle économique WIR.

I.b.1. Le cercle économique WIR : un projet radical.

Le cercle économique WIR voit le jour à Zurich le 16 octobre 1934. A son initiative, on trouve notamment deux citoyens suisses : Paul Enz (1898-1991), commerçant, et Werner Zimmermann (1893-1982), ancien instituteur, grand voyageur, penseur éclectique et adepte des théories franchistes de Silvio Gesell[11]. Zimmermann a connu Gesell, et diffuse déjà ses idées depuis de nombreuses années : il donne de nombreuses conférences à ce sujet, et fut même actif dans la commune de Wörgl, lorsque son maire décida d'y introduire une monnaie fondante en 1932, comme « ministre de la propagande » de cette initiative [Kästli, 1979 ; Dubois, 2014, p. 27]. C'est lui qui sera l'auteur d'une grande partie de la littérature fixant les objectifs et les proclamant les valeurs du WIR pendant les premières années d'existence de la coopérative. « Que voulons-nous ? » demande-t-il ainsi dans le 1er numéro de *WIR-Nachrichten*, le bulletin d'information de la coopérative :

9 Sauf mention contraire, les textes allemands sont traduits par nos soins.

10 L'ouvrage *Faszination WIR* d'Hervé Dubois, pour précieuses que soient les informations qu'elle contient, ne peut cependant valoir comme une contribution académique : Dubois fut en effet, 19 ans durant, directeur de la communication de la banque.

11 Silvio Gesell (1862-1930) a développé un programme de réforme social nommé Freiwirtschaft, ou économie franche, reposant sur la réforme monétaire (en particulier, sur l'introduction d'une monnaie fondante) et sur la nationalisation du sol, qui devait alors être affermé selon un système d'enchères publiques. Deux ans avant la fondation du cercle économique WIR, Enz et Zimmermann avaient d'ailleurs fondé, sur un terrain du 8,5 ha, une communauté agricole, végétarienne et fidèle aux principes de la *Lebensreform* : la *Gartenbau-Siedlung Schatzacker* à Bassersdorf, près de Zurich, où ils résidaient tous deux, et qui devait fonctionner selon les règles préconisées par Gesell dans ses projets de réforme foncière [Flury, 2012]. La coopérative qui assurait l'exploitation de la colonie Schatzacker, la Siga-Genossenschaft, faisait d'ailleurs elle aussi partie des membres fondateurs du cercle économique WIR.

> *« du travail gratifiant, un revenu juste, un bien-être assuré ! […] Que voulons-nous ? Nous voulons mettre un terme à ce système absurde. […] Cela ne peut ni ne doit arriver par des paroles judicieuses et de belles promesses. Cela requiert une* action pratique. Et c'est ce que que nous avons engagé. *»* [WIR-Nachrichten n° 1, 1er nov. 1934].

Cette action pratique, c'est, bien sûr, la réforme monétaire. Zimmermann, fidèle à la pensée gesellienne, écrit ainsi, dans une publication de 1938 tirant le bilan de quatre ans d'existence de la banque WIR : « l'assainissement du *système monétaire* est d'une importance cruciale [dans la résolution du problème du chômage, de la faim et de la misère]. La monnaie doit être instrument serviteur, et non tyran régnant. Ses défauts de construction actuels doivent être éradiqués, et sa forme techniquement valide doit être concrétisée » [Zimmermann, 1938, p. 15]. Conformément aux idées franchistes, Zimmermann considère en effet que les défauts du système monétaire sont responsables des déséquilibres économiques : la monnaie officielle est thésaurisable, et fréquemment thésaurisée[12], ce qui interrompt l'échange et réduit le débouché.

> « *Qui veut écarter les causes de la crise économique, devra s'assurer : 1) que le processus d'échange naturel ne puisse pas être interrompu, mais que chaque écoulement de denrée ou de prestation d'un côté conduise également à l'écoulement de denrées ou de prestations de l'autre côté, soit* l'échange circulaire. *2. Que ceux qui ne possèdent pas de moyens de production puissent les obtenir sans payer d'intérêts, moyennant les garanties correspondantes, soit* le crédit gratuit. *Ainsi seulement, le verrou du crédit pourra être effectivement brisé, la pénurie artificielle surmontée et le taux d'intérêt amené à une baisse générale dans le cadre d'une concurrence véritablement libre, jusqu'à ce qu'il soit finalement surmonté*. » [*WIR-Nachrichten* n° 1, 1er nov. 1934].

Tel est donc l'objet de la fondation du WIR, tel qu'il résulte des écrits de Zimmermann et des publications de la banque : transformer le système monétaire de manière à en finir avec les crises économiques et l'intérêt de l'argent ; instaurer « l'échange naturel » afin d'en finir avec « l'exploitation » (*ibid.*). Si la pensée d'une solidarité des petites et moyennes entreprises cherchant à survivre face à la crise est évidemment présente lors de la fondation du WIR, le projet d'ensemble qui préside à sa création est en réalité infiniment plus ambitieux.

I.b.2. Le cercle économique WIR des pionniers : 1934-1948.

Au moment de sa fondation, le WIR fonctionne comme une chambre de compensation entre ses membres : les paiements sont effectués via des ordres de virement (*Buchungsaufträge*, ou BA) adressés à la centrale, qui procède au règlement. Lors de l'affiliation, chaque membre

12 Les contextes de crise économique, comme celui dans lequel le cercle économique WIR est créé, portent bien sûr ce phénomène à son paroxysme.

doit verser des frais de 5 Fr. et un apport social de 25 Fr., qui lui donne le droit de participer aux bénéfices de la coopérative. En contrepartie, il obtient immédiatement un crédit de 30 Fr., qui lui permet de commencer à participer aux échanges[13]. Les apports en numéraire font l'objet d'une bonification de 5 % lors de leur inscription sur les comptes, et les retraits ne sont possibles, moyennant un malus de 10 %, qu'à concurrence des espèces qui ont été déposées. Enfin, des frais de virement (*Standardsicherung*, ou *Standardbelastung*) sont déduits, à chaque paiement, du compte du destinataire. Leur montant s'échelonne de 5 % à 0,5 %, selon l'importance de la somme réglée[14]. Leur produit est divisé en trois partie : un tiers va aux frais de gestion de la coopérative ; un tiers est restitué à l'émetteur du paiement afin d'inciter aux dépenses au sein du circuit ; et le dernier tiers est attribué, pendant un an, au membre qui a parrainé l'entrée dans le circuit du destinataire du paiement. Enfin, le cercle économique WIR octroie sur caution des crédits sans intérêt, moyennant le paiement de frais de gestion de 2 %. [*WIR-Nachrichten* n° 1, 1er nov. 1934]. Le nombre d'adhérents croît rapidement : il atteint 1400 membres en janvier 1935, et passe la barre des 3000 en août de la même année [*Wirtschaftsring* n° 21, 16 août 1935], et le chiffre d'affaire dépasse le million de francs suisses dès l'année 1935 [*WIR-Pionier* n° 11, 1958].

En décembre 1936, de nouveaux moyens de paiement font leur apparition : des timbres (*Einkaufsmarke*) servent à régler des petites sommes [*Wirtschaftsring* n° 73, 20 nov. 1936]. Ils ne doivent servir que pour une seule transaction : ils sont ensuite collés sur une feuille de collecte (*Sammelbogen*) remise à la centrale par le commerçant, et crédités sur son compte après déduction des frais de virement. Mais la banque constate vite que les timbres circulent plus largement qu'elle ne l'avait anticipé et sont remis en circulation sans passer par la centrale, ou que des carnets de timbre entiers permettaient le règlement de transactions – ce qui permet, bien sûr, aux destinataires des paiements d'échapper au prélèvement des frais [*Wirtschaftsring* n° 108, 1er avril 1938]. Pour contrecarrer ce phénomène, la coopérative introduit un troisième moyen de paiement, le 11 avril 1938 : le billet de compensation (*Verrechnungsschein*, ou VS). Ces billets fonctionnaient comme une monnaie liquide – sur laquelle le WIR, afin de s'assurer un revenu, introduit un taux de fonte mensuel de 2 % : afin d'être valides, les VS devaient ainsi être timbrés à l'aide des timbres émis par la banque. Au bout de 12 mois, s'ils ne sont pas ramenés à la centrale pour être échangés ou crédités sur un compte, ils perdent 10 % de leur valeur chaque mois, jusqu'à n'en avoir plus du tout au bout du 23e mois.

13 Ce crédit initial (Stammkredit) est supprimé en novembre 1937 : les membres le considéraient trop souvent comme un avoir, et laissaient leur compte se vider sans jamais envisager son remboursement.

14 Dès 1935, la Standardbelastung maximale (facturée pour le paiement des plus petites sommes) est abaissée à 2 %.



Un billet de compensation WIR de 1939

Quatre ans après sa création, et alors même qu'il tente de se démarquer, au moins en paroles, du mouvement de l'économie franche, le cercle économique WIR met ainsi en circulation une monnaie fondante, soit la principale revendication de Gesell et de ses disciples. « Le WIR en soi n'a rien à voir avec le mouvement de la monnaie franche », est-il pourtant écrit dans le n° 15 de *WIR-Nachrichten* [17 mai 1935]. « Son idée fondamentale est que l'appareil de distribution actuel (monnaie et substituts monétaires) n'entretient plus un rapport sain aux possibilités de production, qui ont été considérablement élargies par le progrès technique. Nous devons par conséquent créer pour tous la possibilité de consommer plus, pour que l'absurdité des crises de surproduction ne survienne pas encore et encore pour des millions d'humains affamés et manquant de tout. » - une « idée fondamentale » en fait absolument conforme à la pensée de Gesell. Si le WIR se sent obligé, pour des raisons de crédibilité, et sans doute afin d'élargir son audience parmi les commerçants et chefs d'entreprise suisses, de minimiser ses liens à l'économie franche, les idées geselliennes sont pourtant bien présentes dans le corpus idéologique à la coopérative, et ce sont des outils geselliens qui sont déployés par elle au service de son projet de transformation sociale.

Cet héritage gesellien ne tardera pourtant pas à être liquidé : la guerre porte un coup dur au WIR, dont le chiffre d'affaire et le nombre d'adhérents s'effondrent. En 1943, les VS manquent de peu d'être supprimés, en raison d'une trop faible circulation (la vente des timbres ne couvrait même plus les coûts engendrés par l'émission et la gestion de ces moyens de paiement) et de pratiques spéculatives de la part de non-membres, qui achetaient les VS sous leur valeur faciale, ou les utilisaient sans les timbrer [*Wirtschaftsring* n° 170, 17 juillet 1943]. Sous la pression du groupe local de Zurich, ils continuent de circuler, avec un taux de fonte porté à 4 % mensuel [*Wirtschaftsring* n° 172, 14 août 1943]. Ce n'est qu'en 1948 qu'ils seront définitivement supprimés[15] : le WIR est alors en pleine normalisation, et cherche à se débarrasser de la part la plus visible de l'héritage des « idéalistes » qui l'ont fondé. En 1952, une réforme des statuts introduit la rémunération des parts sociales [Lautner 1964, p. 35]. En 1958, la raison sociale du WIR est modifiée : « L'objet de la société est l'entraide des entreprises moyennes de l'artisanat et du commerce de détail » [*Wir-Pionier* n° 5, 1958] C'est

15 Pour des raisons qui ne sont pas explicitement indiquées dans les publications de la banque.

la fin de la période d'expérimentation, et la marginalisation définitive des ambitions de réforme sociale au sein du WIR.

I.b.3. De la Banque du Peuple à la Banque WIR : une idée, deux projets ?

Aucun lien direct ne semble exister entre la Banque du Peuple de Proudhon et la banque WIR : les publications du cercle économique ne mentionnent pas cette expérience, qui ne fait visiblement pas partie de l'univers des références de Zimmermann. Si le WIR s'inspire directement d'un système, c'est de celui du « Nordisk Clearing », qui entre en fonctionnement quelques mois avant le WIR, en juin 1934 : Enz et Zimmermann se rendront à deux reprises au Danemark (en mai et août 1934) pour en étudier le fonctionnement et rencontrer ses initiateurs, avec lesquels ils restent en contact rapproché ; mais de ce système, qui permettait le commerce par compensation entre le Danemark, l'Islande, la Scandinavie et les Etats baltes [*WIR-Nachrichten* n° 9, 10 fév. 1935], et auquel auraient participé le penseur indien Krishnamurti ou des officiels suédois, ni la littérature, ni les archives que nous avons consultées ne gardent trace[16] ; il avait en tout cas disparu en 1954 [*WIR-Pionier*, n°303, 15 juin 1954]. Mais si aucune autre généalogie entre la Banque du Peuple et le WIR que celle qui conduit de la pensée de Proudhon à celle de Gesell et de celle de Gesell à celle de Zimmermann ne semble possible, la similitude entre les deux projets semble pourtant frappante.

Tout d'abord, le WIR, comme la Banque du Peuple, aspire à fonctionner sans numéraire. L'objectif déclaré du WIR est d'assurer l'intermédiation des échanges sans recourir à la monnaie : « l'échange naturel » qu'ils appellent de leurs vœux, c'est l'échange direct des produits contre les produits, par opposition à « l'économie monétaire ». « Le cercle n'a en soi absolument pas besoin de monnaie pour l'échange. Il calcule seulement avec un étalon de valeur choisi (il utilise la monnaie officielle à cette fin, pour plus de simplicité), et compense simplement les marchandises et les prestations entre elles » [*WIR-Nachrichten* n° 1, 1er nov. 1934]. L'intermédiation de la monnaie, qui interrompt l'échange quand elle est thésaurisée, est ainsi contournée. Si la dénonciation de l'étalon-or et des limitations artificielles qu'il fait peser sur l'activité économique est présente dans les publications du WIR [voir p.e. *Wirtschaftsring* n° 35, 14 fev. 1936], ce n'est donc pas lui qui concentre la critique théorique et pratique des

16 En particulier, le numéro 1 de *WIR-Nachrichten* [1er novembre 1934] cite un ouvrage rédigé par l'inspirateur du Nordisk, dont le nom n'est pas mentionné : « Richtlinien zur Schaffung einer Entschuldungs- und Verrechnungsstelle, die gegen Krisen gesichertes Wirtschaften gewährleistet » (Instructions pour la création d'une centrale de compensation et de mutualisation des dettes, qui garantit une économie protégée des crises), qui a pu servir de référence pour la création du WIR. Cet ouvrage est malheureusement demeuré introuvable à ce jour ; il serait intéressant de voir quel modèle il expose et quelles références il mobilise. On peut noter, incidemment, que tant cet ouvrage que le Nordisk existaient avant la formulation du plan Bancor de Keynes, et qu'il n'est pas totalement exclu que celui-ci ait pu avoir connaissance de l'un ou de l'autre.

initiateurs du WIR, mais plutôt le caractère accumulable et thésaurisable de la monnaie en tant que tel[17].

Ensuite, le WIR assure lui aussi la gratuité du crédit, grâce à sa mutualité : c'est l'ensemble des membres du cercle économique qui garantit le crédit, et voit dans le fait de l'accorder gratuitement un avantage qui bénéficie à tous. Là encore, le coût du financement est socialisé – les éventuels bénéfices de la banque devant même initialement être redistribués sur les comptes des membres. Une nouvelle fois, le WIR oppose ici le « crédit en monnaie » classique, portant intérêt, et le « crédit en marchandises » gratuit qu'elle pratique : la monnaie de compte utilisée par le WIR n'étant échangeable que contre des marchandises (à l'exclusion de tout numéraire), les crédits accordés le sont « en marchandises », et peuvent par conséquent l'être gratuitement. Comme dans la banque de Proudhon, les crédits sont accordés sur caution.

Enfin, Zimmermann et Proudhon ont tous deux en ligne de mire, par la création de leur institution bancaire, une transformation sociale d'envergure, comme on l'a déjà évoqué plus haut. Dans un entretien publié dans le *Tagesanzeiger-Magazin* en mars 1979, un journaliste demande à Zimmermann s'il ne s'est pas imaginé, lors de la création du WIR, que celui-ci, en s'élargissant, ne finisse par englober toute l'économie suisse et à la transformer dans le sens voulu par le mouvement franchiste.

> *« C'était en fait tout à fait mon objectif », répond Zimmermann : « commencer petit, à titre privé, mais ensuite inclure des communes, accorder des crédits gratuits aux communes ; et quand nous y serions parvenus, nous aurions connu une croissance rapide et aurions pu englober la totalité de l'économie nationale*. » [Kästli, 1979].

Les intérêts des hommes d'affaire l'ont emporté sur les grandes idées et sur l'intérêt commun, conclut Zimmermann. Reste que la Banque du Peuple et la banque WIR des fondateurs, tant par leur ambition que par les moyens qu'elles entendaient déployer pour l'atteindre, semblent bel et bien correspondre à un seul et même projet de réforme monétaire « par le bas ».

II. Monnaie capitaliste, monnaie anticapitaliste : le socialisme proudhonien en théorie et en pratique.

Si ces deux projets, qui semblent avoir si peu de connexions directes, sont à ce point semblables, c'est qu'ils sont inspirés par une une approche théorique commune des phénomènes économiques, et une conception commune – que l'on pourra dire « proudhonienne » – de ce qu'il faut appeler le capitalisme (II.a). Cette approche amène Proudhon et Zimmermann à se poser le même problème pratique : qu'est-ce qu'une monnaie anticapitaliste ? (II.b.)

17 Pour autant, le WIR, soumis aux réglementations bancaires suisses à compter de 1936, ne cessera de s'efforcer de se procurer des francs suisses pour assurer son bon fonctionnement.

II.a. Quel capitalisme ? Socialisme proudhonien et analyse monétaire de l'économie.

On a déjà, au fil de cet article, laissé entrevoir ce que pouvait être le point de vue proudhonien en économie : pour Proudhon comme pour Zimmermann, le capitalisme est un phénomène essentiellement monétaire, lié aux dysfonctionnements de la sphère de la circulation. Il s'agira ici de caractériser cette approche afin de mieux la situer dans l'histoire des doctrines économiques.

II.a.1 Proudhon : la propriété, c'est la rente – et la rente, c'est le vol.

La critique que Proudhon adresse à l'économie politique est à mettre en rapport direct avec sa critique de la propriété, formulée dès 1840, dans son mémoire *Qu'est-ce que la propriété ?*. En 1848, il reprend son raisonnement :

> *« Qu'est-ce que la propriété ? La propriété, pour nous renfermer dans le cercle économique, est le* veto *mis sur la circulation par les détenteurs de capitaux et d'instruments de travail. Pour faire lever ce* veto *et obtenir passage, le consommateur-producteur paye à la propriété un droit qui, suivant la circonstance et l'objet, prend tour à tour les noms de rente, fermage, loyer, intérêt de l'argent, bénéfice, agio, escompte, commission, privilège, monopole, prime, cumul, sinécure, pot-de-vin, etc., etc.*
>
> *Cette immense organisation de péages sur les produits circulants a pour corollaire et pour soutien la police, les tribunaux, la guerre, le culte même, en un mot, l'État, représenté par le budget ; - pour conséquence, le parasitisme, le luxe, l'anarchie mercantile, la fraude, l'inégalité des conditions, la mendicité, le vagabondage, la prostitution, le vol, le meurtre et le suicide ; - pour correctif, la bienfaisance publique, la charité chrétienne, la philanthropie.* » [Proudhon, 1848b, p. 151-152]

Les institutions de la propriété privée permettent la perception de revenus de rente obtenus sans travail. Or, selon Proudhon, seul le travail est productif , comme on l'a vu plus haut. Le prélèvement des rentes par les propriétaires, c'est à dire ce que nous pourrions appeler la propriété privée lucrative, Proudhon le nomme « parasitisme ». Gesell, puis Zimmermann à sa suite, le nommeront « capitalisme », comme on le verra plus bas.

La racine de ce parasitisme, nous dit Proudhon, c'est la faculté des propriétaires d'interrompre la circulation, et de ne la laisser reprendre que moyennant un droit de passage. En dernière analyse, c'est donc la monnaie, et sa faculté à être thésaurisée, empêchant ainsi l'échange, qui est à la source du capitalisme comme système économique :

> *« Quel est, dans l'ordre des faits anatomiques, tous plus ou moins imprégnés d'appropriation, celui qui exerce à l'égard des autres la dictature ? Quel est le despote de la circulation, le tyran du commerce, le chef de la féodalité mercantile, le pivot du privilège, le symbole matériel de la propriété ? C'est le numéraire, c'est l'argent ! »* {Proudhon, 1848b, p. 155]

Le système monétaire, support de la circulation économique, est pour Proudhon le principal déterminant de l'existence de l'économie parasitaire. C'est cette même conception, plus clairement formulée encore, que l'on retrouve chez Zimmermann.

II.a.2 Zimmermann : « le capital, c'est la propriété portant intérêt »

> *« Le capitalisme, la grande maladie, la racine de tous les autres maux, consiste en ceci que des parties de la collectivité de travail consomment les meilleurs produits de la collectivité sans fournir elles-mêmes de prestation de travail ».* [Zimmermann, 1933, p. 17]

Le capitalisme se définit, pour Zimmermann, par l'existence, pour certains agents économiques, de revenus obtenus sans travail. On retrouve donc ici le fondement de la critique proudhonienne : le capitalisme est assimilé à la propriété privée lucrative. Plus loin, Zimmermann se fait plus précis :

> *« Le capital c'est la propriété portant intérêt. Le capitalisme, c'est l'aspiration au maintien et à l'expansion d'une communauté de vie qui rend possible le revenu obtenu sans travail. Un capitaliste est un être qui empoche ces revenus non mérités. »* [Zimmermann, 1933, p. 18]

Comment émerge ce revenu sans travail ? Il est le fruit d'une rareté artificielle des biens durables : c'est cette rareté qui leur confère la capacité de capter un flux monétaire, et c'est donc elle qui leur confère la nature de capital, au sens où l'entend Zimmermann. Cette rareté est elle-même le fruit d'une rareté de la monnaie. Chez Zimmermann le système monétaire joue donc encore un rôle prépondérant dans l'émergence du revenu de rente :

> *« Maisons, usines, machines, tout capital réel cesse d'être capital dès qu'il est produit dans une quantité telle que l'offre couvre sans reste la demande, voire la dépasse de manière temporaire. Aujourd'hui, la monnaie, le capital financier, ne se met pas à disposition d'une telle libération du travail. Elle fait grève dès que le revenu issu de l'intérêt est menacé. Ce refus de service (sabotage) de l'argent capitaliste contemporain doit être rendu impossible »* [Zimmermann, 1933, p. 19].

Les biens durables acquièrent la nature de capital quand ils sont rares ; leur rareté est le produit des caractéristiques institutionnelles du système monétaire : c'est donc sur une analyse précise de l'institution monétaire que doit être fondée toute entreprise de dépassement du capitalisme. Il faut cependant noter que, si le mot capitalisme désigne usuellement un *mode de production*, ce concept est plus large dans la bouche de Gesell et de Zimmermann : pour eux, l'accumulation capitaliste n'a pas seulement lieu dans le cadre d'un processus de production. Elle est le produit des institutions de la propriété foncière et de celles qui permettent le financement de l'économie et l'échange des biens. Leur critique porte ainsi uniquement sur le cadre institutionnel dans lequel se déroulent la production et les échanges marchands, et non sur la nature même de ces opérations : ni Proudhon ni ses successeurs ne critiquent la liberté d'entreprise ou la propriété privée des moyens de production, ni même motif de profit des entrepreneurs, ou la liberté dans les échanges (tous sont libre-échangistes). Le fonctionnement courant des institutions monétaires pervertit selon eux le fonctionnement vertueux de l'économie marchande, dans laquelle les revenus de rente n'ont en aucun cas lieu d'être – sinon, peut-être, à titre transitoire. Leur « anticapitalisme » rejoint ainsi le libéralisme de certains auteurs critiques de la rente, comme par exemple Maurice Allais ou, bien sûr, Keynes.

II.a.3 Socialisme proudhonien et analyse monétaire

La vision de Proudhon et celle de Zimmermann – et d'ailleurs celle de Gesell, dont Zimmermann a repris de nombreuses thèses – sont comme on l'a vu d'une grande cohérence. Elles dessinent les contours d'un socialisme qui regarde le système monétaire comme l'institution fondamentale de la sphère économique, et s'engage dans une analyse de ses caractéristiques institutionnelles afin de formuler sa critique à l'économie politique. Cette approche concentre son analyse sur les flux monétaires, la capacité de certains agents à les capter ou à les détourner, leur vélocité et leur finalité. Elle adopte ainsi sur les phénomènes économiques le point de vue de l'approche monétaire, pour reprendre la *summa divisio* proposée par J. A. Schumpeter dans son *Histoire de l'analyse économique* [1956, p. 265]. L'approche monétaire voit « la monnaie comme la vraie substance des relations économiques » [Cartelier, 2018, p. 3], quand l'approche en termes réels, qui s'y oppose, considère que « tous les phénomènes de la vie économique sont susceptibles d'être décrits en termes de biens et services, de décisions les concernant et de relations entre eux » - la monnaie n'y étant qu'un « expédient technique adopté en vue de faciliter les transactions » [Schumpeter, *loc. cit*]. L'approche réelle a ainsi souvent tenté de ramener la monnaie au rôle de représentant d'une

marchandise particulière – les métaux précieux dans les systèmes d'étalon métallique, ou le travail dans certains systèmes socialistes – car ce sont justement les marchandises qui sont la catégorie de base de cette perspective analytique. Les théories de la valeur permettent de définir les rapports d'échange entre les biens, et donc de servir de fondement à leur commensurabilité. Les doctrines socialistes qui s'inscrivent dans cette approche théorique, le socialisme ricardien ou la doctrine marxiste, s'intéressent donc d'abord aux rapports sociaux présidant à la production des marchandises et des services : c'est dans le procès de production (et non dans le procès de circulation du capital, dont le principe est l'échange de marchandises équivalentes en valeur) que la plus-value capitaliste est générée – c'est donc une transformation des structures de la production qui est la clé d'un dépassement du capitalisme.

Le socialisme proudhonien s'oppose presque terme à terme à cette approche : refusant radicalement toute théorie de la valeur – Gesell les appellera « un produit de l'imagination dépourvu de toute réalité » [1916, p. 121] – il voit dans la monnaie le fondement de la commensurabilité des biens et des services. Celle-ci ne représente donc pas une marchandise en particulier, mais l'outil de mesure commun qui permet l'établissement de l'échelle des prix, et donc l'accomplissement de l'échange : elle ne peut ainsi jamais être « l'équivalent », fût-ce en valeur, des marchandises. Il s'agit, pour les proudhoniens, de tenir compte de ce déséquilibre, de cette différence fondamentale de statut entre la monnaie et les marchandises, qui est la cause de la thésaurisation de la monnaie et de l'interruption de l'échange marchand, et par là, du dévoiement du fonctionnement de l'économie marchande par les logiques accumulatrices. La monnaie qu'ils aspirent à voir apparaître est par conséquent un pur signe, dont l'unique fonction est l'organisation de la circulation des biens et des services, dans le cadre d'une économie marchande simple tournée vers la satisfaction des besoins. C'est ainsi d'abord sur l'émission et la circulation de la monnaie que porte leur effort analytique, ainsi que sur les conditions institutionnelles dans lesquelles celles-ci se déroulent. Afin de dépasser le capitalisme – qui reçoit, on l'a vu, une définition exclusivement basée sur les conditions monétaires de la production et de la circulation –, il s'agit donc de transformer les structures sociales organisant la circulation monétaire, c'est à dire, de réformer radicalement l'institution monétaire[18]. Par opposition aux « socialismes de l'approche réelle » évoqués plus haut, le socialisme proudhonien mérite ainsi, sans doute, le qualificatif de « socialisme de l'approche monétaire ».

II.b. Qu'est-ce qu'une monnaie proudhonienne ? Faire la monnaie des producteurs.

II.b.1. Intermédiaire des échanges et réserve de valeur : deux fonctions contradictoires de la monnaie.

Reste à déterminer quel type de système monétaire permet effectivement, selon nos penseurs, de mettre fin à l'exploitation capitaliste. Ce qui permet aux détenteurs de monnaie de percevoir une rente, c'est, on l'a dit, leur capacité à mettre un « veto » sur la circulation à

18 Les structures productives ne sont pourtant pas hors des préoccupations des auteurs proudhoniens : leur transformation doit résulter de la modification des conditions monétaires de la production, qui permettra l'émergence de coopératives, ou la survie de petits artisans et commerçants autrement condamnés à la faillite.

moins que cette rente ne leur soit servie : pour Proudhon, Gesell ou Zimmermann, il existe en fait une contradiction fondamentale entre la fonction d'intermédiaire des échanges de la monnaie (c'est-à-dire sa fonction de support de la circulation) et la fonction de réserve de valeur. La confusion de ces deux fonctions en un seul et même objet confère à la monnaie son caractère capitaliste :

> *« La monnaie a toujours dû servir deux maîtres ! L'argent devait servir Dieu et son image, l'homme laborieux, et il devait en même temps servir l'idole Mammon et l'exploitation de l'homme par l'homme. […] Mais parce qu'on ne sépare jamais clairement le moyen d'échange du moyen de réserve, du moyen de thésaurisation, du moyen d'exploitation et de pillage du prochain, parce qu'on veut unir les deux, le système monétaire devient si opaque, si incompréhensible et confus, que même des têtes bien faites ne peuvent aisément y voir clair […]. »* [WIR-Pionier n° 3, 1958]

C'est également ce que souligne Luca Fantacci dans un texte de 2013 [p. 139] : « La monnaie capitaliste est une *réserve de valeur*. ». Fantacci y identifie trois systèmes s'efforçant de priver la monnaie de son caractère de réserve de valeur, c'est à dire trois systèmes monétaires qui peuvent être dits non-capitalistes en un sens proudhonien. Il cite :

> *Au niveau local, les billets timbrés* [stamp scrip] *décrits par Fisher ; Au niveau national, le système de monnaie imaginaire évoqué par Einaudi ; et au niveau international, l'union de compensation* [Clearing Union] *proposée par Keynes. [*Fantacci, 2013, p. 127].

Ce n'est pas un hasard si le socialisme proudhonien a activement promu deux de ces trois systèmes[19] : les stamp scrips proposés par Irving Fisher [1933] sont en effet directement inspirés de la monnaie franche de Gesell [Million, 2019]. Quant au plan Keynes pour une *International Currency Union*, ou plan Bancor, il s'agit d'un système de compensation, c'est à dire d'un système de crédit mutuel au sens où nous l'avons défini plus haut. Indépendamment du niveau (local, national ou international) auquel ils ont été projetés par les auteurs cités, ces trois systèmes constituent donc de bons candidats pour définir trois types de systèmes monétaires anticapitalistes au sens proudhonien. Nous nous concentrerons ici, bien sûr, sur les systèmes de crédit mutuel.

II.b.2. Les systèmes de crédit mutuel : un dispositif monétaire anticapitaliste ?

Au sens proudhonien, les systèmes de crédit mutuel se qualifient comme systèmes monétaires non-capitalistes à plusieurs égards.

Tout d'abord, la mutualité du crédit permet de supprimer les charges d'intérêt, et donc d'abaisser de manière drastique le coût du financement ; ainsi, aucun agent ne profite à titre

19 La monnaie imaginaire (c'est-à-dire, la dissociation de l'unité de compte et des moyens de paiement) décrite par Luigi Einaudi peut être mise en lien avec certains aspects de la pensée proudhonienne et certaines propositions pratiques, formulées notamment par Theophil Christen – mais cette démonstration dépasse le cadre de ce texte.

individuel du fonctionnement du système monétaire. Les éventuels frais payés en contrepartie d'un crédit sont socialisés, c'est à dire mis au service de tous – qu'ils soient employés pour couvrir les coûts relatifs au fonctionnement du système, ou pour financer des dépenses dans l'intérêt commun, comme l'a par exemple envisagé Proudhon. La baisse générale du coût du financement a en outre pour effet de permettre la multiplication des biens d'équipement, et de permettre ainsi – pour reprendre les termes de Keynes – de faire baisser l'efficacité marginale des capitaux réels, en la faisant tendre, elle aussi, vers zéro. Cette faculté à générer une extinction des revenus de rente[20] est au cœur du projet proudhonien de dépassement du capitalisme par la réforme monétaire.

Ensuite, les opportunités d'utilisation d'un solde monétaire positif pour un autre usage que l'achat des biens et des services offerts au sein du système est drastiquement réduite. En particulier, la non-rémunération des avoirs doit décourager l'épargne et l'investissement privés, ou les comportements accumulateurs. L'existence d'un système public (ou commun) de crédit gratuit rend *a priori* le recours aux capitaux privés inutile : rien ne sert d'emprunter de l'argent à titre onéreux auprès d'agents privés lorsque le système garantit la possibilité d'un endettement gratuit – aux frais de gestion et aux primes de risque près. Les projets proudhoniens visent ainsi rien moins que la fin de la finance privée, et au financement de toute la production par des institutions publiques de crédit – ce qui permet d'envisager une forme de contrôle social de l'investissement, ou à tout le moins la garantie de l'orientation du fonctionnement de l'économie vers la production de biens et de services. Comme l'écrit Fantacci, « quand la monnaie n'est pas réserve de valeur, le crédit est essentiellement une anticipation de biens en vue de recevoir d'autres biens dans le futur. Quand la monnaie est réserve de valeur, le crédit est essentiellement une anticipation de monnaie en vue de recevoir plus de monnaie dans le futur » [2013, p. 139]. La monnaie, pur moyen d'échange, n'est qu'une anticipation des biens : c'est pourquoi Proudhon comme Zimmermann insistent tant sur le fait que les systèmes qu'ils proposent ne sont en fait qu'une forme sophistiquée de troc, ou d'« échange naturel » [WIR-Nachrichten n°1, 1er nov. 1934], permettant l'échange direct des produits contre les produits, « sans l'intermédiaire de l'argent » [Proudhon, 1848b, p. 155]. La préséance de la monnaie sur les autres biens doit être abolie afin que la monnaie puisse disparaître, ou devenir transparente dans le processus d'échange des biens : la monnaie est un pur signe qui sert de support à l'échange des richesses réelles qui sont les seules véritables richesses. Considérer la monnaie comme une richesse, c'est interrompre l'échange, réduire le débouché, et *in fine*, bloquer l'économie. La neutralité de la monnaie, et la faculté de l'économie marchande à être représentée sous l'espère d'un système de troc sont ainsi, pour nos auteurs, non pas des hypothèses valides pour modéliser le fonctionnement économique, comme elles le sont pour certains auteurs classiques ou néoclassiques, mais un objectif à

20 La seule rente qui fait exception est bien sûr la rente foncière, car la terre ne peut être produite : la réforme foncière fait ainsi partie intégrante du programme de réforme de nombreux auteurs proudhoniens [Gesell, 1916 ; Zimmermann, 1966]

atteindre au terme du processus qui rendra la monnaie à sa fonction essentielle : celle d'intermédiaire des échanges[21].

Cette aspiration à une disparition tendancielle de la monnaie s'exprime par la volonté de résorber en permanence tant les soldes positifs que les soldes négatifs, de sorte que la position nette de chaque détenteur de compte tende toujours vers zéro (sans jamais, bien sûr, s'y stabiliser). La monnaie, dans un système de crédit mutuel, doit n'être qu'une anticipation sur l'acquisition de biens : un solde monétaire positif correspond à une transaction *qui n'est pas achevée*, et doit être tout autant résorbé qu'une position débitrice, car elle ne représente pas, du point de vue du système, un problème moins important. Il s'agit ainsi de restaurer la symétrie entre créanciers et débiteurs : la monnaie doit être systématiquement dépensée, et les dettes systématiquement payées [Fantacci, 2013, p. 142]. Les systèmes de crédit mutuel se prêtent ainsi aux dispositifs incitant à la dépense, comme les frais imposés symétriquement sur les soldes positifs et négatifs dans le Bancor keynésiens, l'« Entschuldungs-Rücklage » de la banque WIR (qui incite à la dépense en rétrocédant à l'acheteur une partie des frais de paiement), la monnaie timbrée introduite par la même banque WIR, ou encore la disparition des avoirs en Sardex lorsqu'ils ne sont pas utilisés pendant une année complète [Bazzani, 2020, p. 43]. C'est en fonction de leur capacité à faire circuler la monnaie, en empêchant sa stagnation sur des comptes individuels, que doit être évaluée l'efficacité des systèmes de crédit mutuel comme dispositifs monétaires anticapitalistes, au sens proudhonien du terme : comme le note Michel Herland [1977], rien ne garantit que la monnaie créée au sein de la Banque du Peuple de Proudhon ne sera pas thésaurisée – les améliorations apportées au dispositif par les concepteurs de la Banque WIR visent précisément à résoudre ce problème. Comme le conclut Fantacci : « le premier pas vers de nouvelles institutions monétaires est de mettre de côté l'idée que la monnaie est quelque chose qui peut être approprié et accumulé indéfiniment » [2013, p. 145].

Conclusion

Le projet avorté de Banque du Peuple de Proudhon et le projet de cercle économique WIR porté par Werner Zimmermann présentent une similarité frappante, tant par la finalité qu'ils poursuivent que par la méthode qu'ils proposent afin d'y parvenir : l'un et l'autre sont des dispositifs visant à dépasser le capitalisme à travers l'établissement d'un outil monétaire libéré de sa fonction de réserve de valeur, et donc de la possibilité de son accumulation à des fins de bénéfice privé. Si l'on appelle « capitalisme » le système économique dans lequel les institutions de la propriété privée génèrent des rentes au profit d'une classe oisive et au détriment des travailleurs, les systèmes de crédit mutuel peuvent effectivement être considérés comme des systèmes monétaires anticapitalistes, dès lors qu'ils découragent fortement – voire rendent impossible – l'accumulation de monnaie, permettent un financement quasi-gratuit de la production et par là-même une croissance de l'investissement théoriquement à même de faire baisser la rémunération des capitaux réels. Il s'agit bien de remettre la monnaie au service des échanges et de la société, plutôt que celle-ci ne dirige et n'oriente la production en fonction des

21 Comme le dit Keynes dans la *Théorie générale* : « It may well be that the classical theory represents the way in which we should like our Economy to behave. But to assume that it actually does so is to assume our difficulties away ».

impératifs de sa propre multiplication. Le projet proudhonien en économie consiste ainsi à mettre fin à l'exploitation (i.e. la captation de rentes par la classe oisive) par la réforme monétaire[22], car c'est la seule façon de le faire tout en conservant la plus grande autonomie individuelle possible en matière économique. Les proudhoniens sont ainsi les farouches adversaires de tous les projets de socialisation de la production (autres que les coopératives de travailleurs), d'organisation du travail ou de nationalisation de l'appareil économique : « plutôt qu'esclaves du capital, esclaves de l'État ? » [Zimmermann, 1933, p. 26]. L'arraisonnement du système monétaire constitue selon eux une base suffisante à l'édification d'une économie libre et équitable – et le préalable nécessaire à la transformation des structures de la production et aux progrès de l'association.

Avant la seconde guerre mondiale, les systèmes de crédit mutuel se sont multipliés en Europe : outre le Nordic Clearing que nous avons cité, on trouve des bourses d'échange à Genève et Lausanne à partir de 1935 [*Wirtschaftsring* n° 103, 17 décembre 1937], un projet en Tchéquie, financé par la ville de Liberec à partir de 1936 [*Wirtschaftsring* n° 112, 1er août 1938], un autre en Hollande, né en 1939 [*Wirtschaftsring* n° 119, 2 mars 1939]. L'idée d'organiser une circulation monétaire internationale entre ces cercles d'échange est évoquée avec entrousiasme ; elle fera long feu : aucun de ces systèmes ne survit au conflit, à l'exception du WIR, qui en sort lui aussi passablement affaibli. La guerre a en outre permis d'évincer les « idéalistes » et d'installer fermement les « réalistes » à la direction de la banque, à la faveur d'une procédure d'assainissement rendue nécessaire par une politique de crédit trop accommodante [*Wirtschaftsring* n° 128, 18 décembre 1939 ; Lautner, 1964, p. 42] : le WIR n'a depuis cessé de se normaliser, orientant son discours vers la solidarité économique des petites et moyennes entreprises et abandonnant les ambitions de transformation sociale qui furent à l'origine de sa création. Peut-être les systèmes de crédit mutuel sont-ils, dès lors, un projet radical à réactiver ? Avec toujours à l'esprit ce paradoxe : si le WIR est sans équivoque le plus grand accomplissement du mouvement socialiste proudhonien, il contribue de manière décisive, comme en atteste la littérature à son sujet, à la stabilité du capitalisme suisse [Vallet 2015].

22 Et foncière, pour certains auteurs cités plus haut.

Bibliographie

Allais, Maurice [1990], *Pour la réforme de la fiscalité*, Paris : Clément Juglar.

Aucuy, Marc [1908], *Les systèmes socialistes d'échange*, Paris : Alcan.

Bazzani, Giacomo [2020], *When Money Changes Society. The case of Sardex money as community*, Wiesbaden: Springer.

Blanc, Jérôme [2018], *Les monnaies alternatives,* Paris: La Découverte.

Boyer-Xambeu, Marie-Thérèse ; Deleplace, Ghislain ; Gillard, Lucien [1986], *Monnaie privée et pouvoir des princes : l'économie des relations monétaires à la Renaissance*, Paris : Ed. du CNRS.

Cartelier, Jean [2018], *Money, markets and capital : a case for monetary analysis*, Londres: Routledge.

Chaïbi, Olivier [2010], *Proudhon et la banque du peuple*, Paris : Connaissance et savoirs.

Dubois, Hervé [2014], *Faszination WIR. Resistent gegen Krisen, Spekulation und Profitgier*, Zurich: Faro.

Fantacci, Luca [2013], « Reforming Money to Exit the Crisis : Examples of Non-capitalist monetary Systems in Theory and Practice », in Pixley, J ; Harcourt, G.C., *Financial Crises and the Nature of Capitalist Money*, New York: Palgrave Macmillan, p. 124-147.

Ferraton, Cyrille et David Vallat [2011], « Une approche politique du crédit populaire : Pierre-Joseph Proudhon et le crédit mutuel », *Cahiers d'économie politique / Papers in Political Economy,* 2011/1, n° 60, p. 45-65.

Ferreira, Nathalie, [2011], « Crédit et monnaie sociale chez P.J. Proudhon (1809-1865) », *Revue de philosophie économique*, vol. 12, n° 1, p. 91-116.

Fisher, Irving [1933], *Stamp scrip*, New York: Adelphi.

Flury, Daniel [2012] « Ein Traum bleibt Utopie »*, WIR-Plus,* Juillet 2012, p. 22-25.

Gesell, Silvio [1948 (1916)]. *L'ordre économique naturel*, trad. Félix Swinne d'après la 8e édition, Berne : Coopérative d'éditions franchistes.

Gille, Bertrand [1970], « La fondation du crédit mobilier et les idées financière des frères Pereire », in *La Banque en France au XIXe siècle,* Genève/Paris : Librairie Droz, p. 125-143.

Gueslin André, [2002], « Les banques de l'économie sociale en France : perspectives historiques », *Revue d'économie financière*, n°67, p. 21-43.

Haubtmann, Pierre, [1982], *Pierre-Joseph Proudhon. Sa vie et sa pensée (1809-1849)*, Paris : Beauchesne.

Herland, Michel, [1977], « *Perpetuum mobile* et crédit gratuit. Deux propositions oubliées pour améliorer le fonctionnement d'une économie monétaire », *Revue économique,* n° 28-6, p. 938-973.

Kästli, Tobias [1979]. « Auf der Suche nach dem dritten Weg zwischen Kapitalismus und Kommunismus : Werner Zimmerm1ann und die Freiwirtschaft des Silvio Gesell », *Tagesanzeiger-Magazin* n° 11, 17 mars, p. 16-23.

Lakomski-Laguerre, Odile [2002], *Les institutions monétaires du capitalisme. La pensée économique de J.A. Schumpeter*, Paris : L'Harmattan.

Lautner, Marcel [1964], *Der « WIR »-Verrechnungsverkehr*, Zurich : Schulthess.

Lucarelli, Stefano et Lucio Gobbi [2016], « Local clearing unions as stabilizers of local economic systems: a stock flow consistent perspective », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 40, n° 5, p. 1397-1420.

Million, Claude [2019], *Stamp your Scrip – Stamp out Depression. Irving Fisher's Advocacy of Stamped Money, 1932-1934*, Berne: Stämpfli.

Orain, Arnaud [2018]. *La politique du merveilleux. Une autre histoire du système de Law (1695-1795)*, Paris : Fayard.

Proudhon, Pierre-Joseph, [1848a]. « Organisation du crédit et de la circulation et solution du problème social », in *Solution du Problème social. Banque d'échange-Banque du Peuple (1848)*, Antony : Tops/Trinquier, 2003, p. 91-120.

Proudhon, Pierre-Joseph, [1848b]. « Banque d'échange », in *Solution du Problème social. Banque d'échange – Banque du Peuple (1848)*, Tops/Trinquier, Antony, 2003, p. 121-232.

Proudhon, Pierre-Joseph, [1849]. « Banque du Peuple », in *Solution du Problème social. Banque d'échange – Banque du Peuple (1848)*, Antony : Tops/Trinquier, 2003, p. 241-308.

Schumpeter, Joseph A., [1956 (2006)]. *Histoire de l'analyse économique,* t. 1, Paris ; Gallimard.

Schumpeter, Joseph A., [1970 (2005)]. *Théorie de la monnaie et de la banque. I. L'essence de la monnaie*, Paris : L'Harmattan.

Sartori, Laura ; Dini, Paulo [2016]. « From complementary currency to institution: A micro-macro study of the Sardex mutual credit system », *Stato e mercato*, n° 2, p. 273-304.

Schroeder, Rolf F.H. [2019], « The Swiss « Wirtschaftsring » (WIR) : A stiry of moving along the fine line between social and economic objectives », colloque *Complementary currencies and societal challenges : crossing academic and practitioners knowledge/perspectives*, 22 nov., Bruxelles.

Solvay, Ernest [1900], *Notes sur le productivisme et le comptabilisme*, Bruxelles : Lamertin.

Stodder, James [2009], « Complementary Credit Networks and Macroeconomic Stability: Switzerland's Wirtschaftsring », *Journal of Economic Behavior and Organization*, n° 72, p. 79–95.

Stodder, James et Lietaer, Bernard [2016], « The Macro-Stability of Swiss WIR-Bank Spending: Balance, Velocity and Leverage », *Comparative Economic Studies*, n° 58, vol. 4, p. 570-605.

Stoskopf, Nicolas, [2007], « Se passer de la monnaie : la banque d'échange de Victor-Corentin Bonnard (1849-1862) », *Revue européenne des sciences sociales*, n° 137, p. 167-175.

Studer, Tobias [1998], *WIR in unserer Volkswirtschaft*, Bâle: WIR Bank.

Vallat, David [2009]. « L'émergence du crédit populaire en France au XIXe siècle », Luxembourg : Etika. [en ligne : 20/09/2021]

Vallet, Guillaume [2015], « Le WIR en Suisse : la révolte du puissant ? », *Revue de la régulation,* n° 18, 2e semestre.

WIR-Nachrichten/Wirtschaftsring/Wir-Pionier, 1934-1958, Zurich/Bâle: Banque WIR.

Zimmermann, Werner [1933], *Sozialismus in Freiheit,* 4e éd., Leipzig: Rudolf Zitzmann.

Zimmermann, Werner [1966], *Geld + Boden, Schicksalsfragen aller Völker*, Berne: Humata.



Contact : www.lefmi.fr

2022 - Université de Picardie Jules Verne - Tous droits réservés
Laboratoire d'Economie, Finance, Management et Innovation